



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

13-07-2017

Brésil: la lutte pour stopper l'offensive du capital

Le 2 mai 2016, le Sénat brésilien suspendait de sa fonction la Présidente Dilma Rousseff et donnait le pouvoir au vice-Président Michel Temer.

Propulsé à la tête du Brésil par un Congrès dominé par les forces les plus réactionnaires du pays, Michel Temer s'est empressé à donner entière satisfaction aux puissances capitalistes du pays

Un an après, les affaires de corruption éclaboussent de plus en plus d'acteurs politiques, comme Michel Temer en tête, Aécio Neves ou Eduardo Cunha, lequel vient d'être condamné à 15 ans de prison pour détournement de fonds.

Selon les estimations d'un sondage récent, 61 % du peuple brésilien réclame la démission de Temer et 85 % exigent la tenue de nouvelles élections. Le président Temer, en poste depuis un an à peine, frise des records d'impopularité, recueillant à peine 10 % d'opinions positives.

Un grand bond en arrière

Le Sénat brésilien a approuvé mardi, la réforme du code du travail plébiscitée par les milieux d'affaires. Le texte prévoit notamment plus de flexibilité dans les contrats de travail, des journées de travail de douze heures, dans la limite de quarante-huit heures hebdomadaires, l'âge de la retraite repoussé à 65 ans pour les hommes et à 62 ans pour les femmes.

L'Institut de la géographie et de la statistique brésilien (IBGE) annonce une nouvelle hausse du taux de chômage à 13,7 % de la population active, faisant grossir le nombre de personnes sans emploi à 14 millions.

Le ton monte, les travailleurs luttent

Selon les syndicats, 40 millions de personnes ont participé à la mobilisation nationale

« *Le bilan est positif* », conclut Joao Paulo, du mouvement des travailleurs ruraux sans toit (MST), « *Il s'agit d'une grève historique* », insiste-t-il.

Si les parlementaires ne reculent pas sur les textes, il prévient « *Dans le cas contraire, nous convoquerons à nouveau une grève générale et, cette fois, ce sera pour une durée indéterminée* ». Ces déclarations s'appuient sur les 40 millions de Brésiliens qui ont participé au mouvement de grève contre les réformes du marché du travail et des retraites, la disparition du système de santé actuel, la privatisation de l'enseignement supérieur...

Les images de manifestants en colère réprimés à coups de gaz lacrymogène, celles d'étudiants arrêtés, de confrontations dans le centre de Rio ont marqué les esprits.

100.000 personnes ont défilé à Brasilia lors d'une manifestation monstre contre le gouvernement, le 24 mai dernier. La seule réponse du Président Temer a été d'envoyer les forces armées pour réprimer les manifestants. Mesure inédite depuis la dictature de 1964 ! Les images de cette répression n'ont pas fait le tour du monde, alors que le Venezuela faisait l'objet au même moment d'un suivi spécial de la part de nos médias pour manipuler l'opinion.

Temer, un homme exclusivement au service du capital.

Le Brésil se distingue par l'ampleur, l'intensité des mesures d'austérité adoptées contre le peuple brésilien. Un amendement de la Constitution prévoit des dépenses sociales plafonnées à partir de 2017.

Il vient d'inscrire dans la Constitution les recommandations du FMI, c'est à dire geler le budget du secteur public comme l'Education et la Santé pour une période de 20 ans.

Moins 25% pour la politique publique dont le financement est déjà gravement insuffisant, alors que la population va croître de 9% , que le troisième âge va doubler en 20 ans et que le vieillissement de la population exige une croissance de 37% des dépenses de santé.

Philip Alston, rapporteur spécial des Nations unies (ONU) sur l'extrême pauvreté et les droits humains, considère que ces mesures affecteront plus fortement les Brésiliens les plus pauvres et les plus vulnérables et accentueront les inégalités dans cette société déjà bien inégalitaire.

Autre exemple: le poste « Droits de la citoyenneté » a subi une coupe de 47%, « politiques en faveur des femmes : lutte contre la violence et autonomie » a subi une réduction de 52%.

En revanche, la prévision du paiement des intérêts de la dette en 2017 fait état d'une augmentation de 46%.

La destitution de la présidente Dilma Rousseff a libéré l'appétit des grands propriétaires terriens. Les tentatives de détruire la forêt amazonienne au profit de l'agro-business et de rétablir une forme de travail forcé pour les plus pauvres avaient été jugulées pendant les dix années du gouvernement précédent. Le Président conservateur Michel Temer et les députés « ruralistes » démantèlent toutes les lois et institutions qui préservent l'environnement et défendent les droits des plus pauvres, Les assassinats de militants sans-terre se multiplient dans les campagnes, l'impunité règne en maître. Une brutale répression, avec l'aide de l'armée, s'abat contre les manifestants qui réclament depuis des semaines la démission de Michel Temer. Ce dernier tente de mater toute velléité de révolte en criminalisant les mouvements sociaux.

Depuis un an l'oligarchie terrienne a eu quartier libre pour mener à bien son programme socialement régressif et écologiquement destructeur.

.
Au prétexte de rendre au pays sa compétitivité, les coupes budgétaires vont empêcher les services de l'Etat de remplir leurs obligations, le ministère de l'environnement a notamment vu son budget 2017 réduit de 53 %. Derrière ces restrictions budgétaires, il y a une volonté claire et nette du gouvernement de démanteler les institutions qui font un travail de conservation de la forêt et protègent ses minorités.

Michel Temer a participé au G20 alors que dans le même temps, les engagements internationaux pris par le Brésil en matière de respect des droits humains et de lutte contre la déforestation et le changement climatique sont remis en cause.

Le Parti Communiste Brésilien lutte pour un front de lutte anticapitaliste et anti-impérialiste de nature à donner un élan révolutionnaire capable de briser l'offensive de la bourgeoisie brésilienne.

Notre parti affirme une fois de plus sa solidarité avec le peuple brésilien qui entre dans une nouvelle phase de lutte.